



Maîtrise d'œuvre pour la réfection de l'étanchéité des toitures-terrasses techniques et l'installation d'un groupe d'eau glacée supplémentaire au siège de la CSSM

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

Date et heure limite de remise des plis

14/03/2025 à 10h00 (heure de Paris)

SOMMAIRE

1.	DÉSIGNATION DE L'ACHETEUR	3
2.	IDENTIFICATION DU MARCHÉ	3
3.	PROCÉDURE DE LA CONSULTATION	5
4.	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION (DCE)	5
5.	DOSSIER DE CANDIDATURE	5
6.	DOSSIER OFFRE	7
7.	JUGEMENT DES OFFRES	7
8.	DÉLAI DE VALIDITÉ DE L'OFFRE	7
9.	CONDITIONS D'ENVOI DES PLIS	7
10.	DATE ET HEURE LIMITE DE RÉCEPTION DES CANDIDATURES et des offres	9
11.	ATTRIBUTION DU MARCHÉ	9
12.	CONCLUSION DU MARCHÉ	10
13.	NOTIFICATION DU MARCHÉ	10
14.	INFORMATIONS CONCERNANT LES RECOURS	10

1. DÉSIGNATION DE L'ACHETEUR

1.1. Identification

Nom de l'acheteur : Caisse de Sécurité sociale de Mayotte (CSSM)

N° d'identification nationale (SIRET) : **479 281 719 00035**

Adresse de l'acheteur : CENTRE KINGA - Route Nationale 1 KAWENI BP 84 - 97600 MAMOUDZOU

Pays : France

Code NUTS : FRY50

Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Nom du représentant légal de l'acheteur : Monsieur Philippe FERY Directeur

1.2. Communication

Lien aux documents de la consultation : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Nom et coordonnées du contact : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

1.3. Type d'acheteur

Type d'Acheteur : Organisme de Sécurité sociale¹.

1.4. Activité principale

Protection sociale.

2. IDENTIFICATION DU MARCHÉ

2.1. Objet du marché

Maîtrise d'œuvre pour la réfection de l'étanchéité des toitures-terrasses techniques et l'installation d'un groupe d'eau glacée supplémentaire au siège de la CSSM

L'opération relève du champ d'application des dispositions du livre IV de la deuxième partie du CCP (Loi MOP codifiée).

La mission de maîtrise d'œuvre, dont le contenu est précisé dans le CCTP, est composée de la mission de base, dont le contenu est défini aux articles R. 2431-4 et R. 2431-5 du CCP et incluant le visa ainsi que les éléments de mission Diagnostic et OPC.

Les compétences recherchées sont des compétences en fluides et thermique du bâtiment, en dimensionnement d'installations frigorifiques, en économie de la construction et d'OPC pour l'organisation et le pilotage du chantier, en architecture et en études structure.

¹ Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale.

2.2. Allotissement

Sans objet compte tenu de l'objet du marché

2.3. Éléments essentiels du programme

En raison de dysfonctionnement sur le système d'eau glacée existant datant de la construction du bâtiment, la Caisse de Sécurité sociale de Mayotte envisage l'installation d'une production d'eau glacée supplémentaire afin d'assurer une redondance pour le rafraîchissement des locaux.

La climatisation des locaux du site est assurée par un groupe froid comprenant 2 unités et situé en toiture technique reliant les ailes A et B. Le groupe est de marque LENNOX - NAC 760F NM5M – et délivre une puissance frigorifique de 775 kW.

Suite au passage du cyclone CHIDO, le groupe d'eau glacée existant a été endommagé au niveau des condenseurs et des équipements électroniques de régulation et va faire l'objet d'un remplacement. Dans le cadre des études pour l'installation d'un groupe froid redondant, il sera demandé au bureau d'études d'étudier les possibilités d'implantation du groupe froid de remplacement et du groupe redondant en pied de bâtiment.

Cette opération a également pour objet de reprendre la totalité des étanchéités des toitures-terrasses techniques du site. La réalisation de ces travaux a pour origine les nombreux désordres disséminés sur toutes les zones des toitures sur bacs acier, avec isolant thermique et étanchéité multicouche – elles représentent une surface approximative de 490 m².

La partie de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux est de 1 495 000€ HT en date de valeur de parution de l'offre.

2.4. Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée prévisionnelle de 2,5 années.

Le démarrage prévisionnel des prestations est estimé à avril 2025.

2.5. Lieux d'exécution du marché

Siège de la CSSM.

CENTRE KINGA - Route Nationale 1 KAWENI BP 84 - 97600 MAMOUDZOU

2.6. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées conformément aux dispositions de l'article R2151-8 du CCP.

2.7. Options

- ☐ Sans objet
- ☐ Tranche optionnelle
- ☐ Reconductions
- ☐ Marché similaire
- ☒ Clause optionnelle de réexamen

3. PROCÉDURE DE LA CONSULTATION

- ☐ Adaptée ouverte avec négociation, conformément aux dispositions de l'article L2123-1 du code de la commande publique.
- ☐ Adaptée ouverte sans négociation, conformément aux dispositions de l'article L2123-1 du code de la commande publique.
- ☒ **Appel d'offres ouvert (AOO) conformément aux dispositions de l'article L2124-2 du code de la commande publique.**

4. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION (DCE)

Le dossier de consultation (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de la Consultation (RC)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Les cadres de réponse candidature/offre
- Le programme technique
- La décomposition du Prix global Forfaitaire (DPGF)

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est téléchargeable, gratuitement et en libre accès, sur la plateforme de dématérialisation.

5. DOSSIER DE CANDIDATURE

5.1. Documents à fournir

- ☒ Attestation sur l'honneur obligatoire :

Le candidat remet un formulaire **DC1** ou **e-Dume** mentionnant la déclaration sur l'honneur que le candidat n'entre dans aucun des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique.

- ☒ Le candidat remet le « **cadre de réponse candidature** » avec les éléments demandés ci-dessous :
 - ☒ Une liste des principales références de moins de 3 ans sur des marchés de complexité équivalente indiquant la date et le destinataire public ou privé.
 - ☒ Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat portant sur les trois derniers exercices disponibles
 - ☒ Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat
 - ☐ Une déclaration indiquant les moyens techniques
- ☒ Pour la partie architecture, il convient également de joindre une copie de l'attestation d'inscription à un tableau régional de l'ordre des architectes du candidat individuel ou du membre du groupement concerné.

5.2. Niveaux minimums exigés

☐ Sans objet particulier²

☒ Les compétences suivantes sont nécessaires : Compétence en fluides et thermique du bâtiment, en dimensionnement d'installations frigorifiques, en économie de la construction et d'OPC pour l'organisation et le pilotage du chantier, en architecture (DPLG, DE ou équivalent)* et en études structure.

☐ CA minimal de [à compléter] euros dans le domaine concerné par le marché³

☐ Niveau d'expérience démontré par des références⁴ [à compléter]

*En application de l'article 3 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, la participation est réservée aux candidats qui présentent, soit à titre individuel, soit à travers un cotraitant du groupement, un architecte ou une société d'architecture répondant aux conditions définies par l'article 2 ou à l'article 10-1 de la loi du 3 janvier 1977 précitée.

5.3. Élimination des candidats

Les candidatures hors délais, incomplètes et irrégulières sont irrecevables et sont éliminées.

Si l'acheteur fixe des niveaux minimums de capacités, les candidats qui n'atteignent pas ces niveaux minimaux sont éliminés. Si l'acheteur ne fixe pas de niveaux minimums de capacités, il ne peut éliminer que les candidats qui ne disposent manifestement pas des capacités suffisantes pour exécuter le marché public, c'est-à-dire ceux dont les capacités sont, à l'évidence, et sans qu'il soit besoin d'un examen approfondi du dossier de candidature, insuffisantes pour assurer l'exécution des prestations faisant l'objet du marché public.

5.4. Régularisation des candidatures

L'acheteur peut néanmoins, s'il le souhaite, demander la régularisation des dossiers de candidature incomplets ou irréguliers dans un délai déterminé.

5.5. Inversion des phases de candidatures et d'offres

Conformément aux dispositions de l'article R2161-4 du code de la commande publique, l'acheteur peut décider d'examiner les offres avant les candidatures.

Dans ce cas, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire

² Les opérateurs économiques doivent néanmoins posséder les ressources humaines et techniques et l'expérience nécessaires pour exécuter le marché en assurant un niveau de qualité approprié.

³ Sauf dérogation justifiée, le montant ne peut être supérieur à deux fois le montant estimé du marché ou du lot

⁴ L'absence de références relatives à l'exécution de marchés de même nature ne peut justifier, à elle seule, l'élimination d'un candidat

les documents nécessaires. Cette procédure est, le cas échéant, reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

5.6. Cotraitance

Dans le cas où les candidatures sont présentées par un mandataire, ce dernier doit disposer des **habilitations nécessaires** pour représenter les autres membres du groupement.

Le mandataire du groupement est impérativement le membre présentant la compétence bureau d'études fluides.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement.

6. DOSSIER OFFRE

Le soumissionnaire remet une offre comprenant les éléments suivants :

- ☒ Le cadre de réponse Offre dûment renseigné
- ☒ Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF) dûment renseignée

7. JUGEMENT DES OFFRES

Après avoir examiné les offres et vérifié qu'elles ne sont pas hors délai, anormalement basses, irrégulières, inappropriées et inacceptables, l'acheteur les analyse et les classe selon les critères pondérés suivants afin de déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse :

Critère n° 1 : Valeur technique 60 %

Critère n° 2 : Prix 40 %

Les sous-critères de la valeur technique sont indiqués dans le cadre de réponse Offre.

Afin de garantir la qualité des prestations attendues, une note minimale est exigée.

Toute offre obtenant une note inférieure à 30/60 pour le critère de la Valeur technique est éliminée pour un motif d'offre inappropriée.

8. DÉLAI DE VALIDITÉ DE L'OFFRE

Le délai de validité de l'offre est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

9. CONDITIONS D'ENVOI DES PLIS

9.1. Langue

Les candidatures et les offres sont entièrement rédigées en langue française.

9.2. Modalité de transmission électronique des plis

Toute remise sous une autre forme que celle imposée dans le présent règlement de la consultation entraîne l'irrégularité de l'offre.

Les plis sont remis par la voie électronique via le profil d'acheteur.

En cas de difficulté technique liée à l'utilisation du profil d'acheteur, le soumissionnaire est invité à se rapprocher de la hot-line technique.

Si le soumissionnaire adresse plusieurs offres différentes, seule la dernière offre reçue est examinée. Les offres doivent être transmises avant le jour et l'heure inscrits dans le présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de l'offre correspond au dernier octet reçu. Les offres parvenues après cette date et heure limites sont éliminées sans avoir été lues et le soumissionnaire en est informé. Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance des prérequis techniques et de la notice d'utilisation du profil d'acheteur et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

9.3. Présentation des plis

Il est conseillé de présenter le dossier complet dans deux fichiers PDF distincts :

- Candidature (DC1 et cadre de réponse)
- Offre (cadre de réponse et DPGF)

9.4. Virus

Tout document électronique envoyé par un soumissionnaire dans lequel un programme virus informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le soumissionnaire en est informé. L'acheteur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

9.5. Copie de sauvegarde

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, lorsque le soumissionnaire a transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique envoyé dans les délais impartis pour la remise des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde est placée sous un pli scellé et n'est ouverte que si l'offre :

- Contient un programme informatique malveillant ou un virus,
- Est réceptionnée à la date limite de remise des plis de manière incomplète
- Est réceptionnée hors délai, si l'acheteur dispose d'éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis
- N'a pas pu être ouverte par l'acheteur.

9.6. Modification des documents de la consultation

L'acheteur peut envoyer aux candidats ayant retiré les documents de la consultation, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des plis, des renseignements complémentaires soit à son initiative soit à la suite de questions posées par un opérateur économique.

Les opérateurs économiques souhaitant obtenir tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire pour présenter leur candidature doivent poster une question sur la plateforme au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais. Le candidat ne peut porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non-identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non-indication de ladite adresse électronique, en cas de suppression de l'adresse ou en cas de téléchargement du DCE ailleurs que sur le profil d'acheteur. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

10.DATE ET HEURE LIMITE DE RÉCEPTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

La date limite de réception est fixée au 14/03/2025

L'heure limite de réception est fixée à 10h00 (heure de Paris)

11.ATTRIBUTION DU MARCHÉ

S'il ne les a pas déjà fournis, l'attributaire du marché (offre la mieux classée) doit obligatoirement transmettre à l'acheteur dans le délai demandé les documents suivants :

- ☒ Une attestation dite de vigilance sociale (article L. 243-15 du code de la sécurité social ou équivalent pour les entreprises basées à l'étranger) datant de moins de six mois et le cas échéant la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail.
- ☒ Une attestation fiscale de moins d'un mois
- ☒ Une attestation d'assurance en responsabilité civile professionnelle
- ☒ Une attestation d'assurance en responsabilité civile décennale

Le défaut de réception de ces documents dans le délai imparti, entraîne le rejet l'offre. Si cela s'avère nécessaire, l'acheteur présente alors la même demande au soumissionnaire suivant dans le classement des offres établi après application des critères de choix. Après avoir reçu les documents conformes, les autres soumissionnaires sont informés du rejet de leur candidature et/ou offre via la plateforme de l'Agence.

12.CONCLUSION DU MARCHÉ

Pour la signature du marché, l'acheteur renseigne les différentes rubriques de l'acte d'engagement et adresse document papier à l'attributaire pour signature. Ce dernier retourne l'acte d'engagement signé, permettant à l'acheteur de le signer à son tour.

Si besoin, l'acheteur et l'attributaire peuvent procéder à une mise au point des composantes du marché avant sa signature conformément aux dispositions de l'article R2152-13 du Code de la commande publique.

13.NOTIFICATION DU MARCHÉ

Le marché prend effet à la date de réception de la notification.

14.INFORMATIONS CONCERNANT LES RECOURS

Le soumissionnaire est informé qu'il peut exercer les recours suivants :

- Le référé précontractuel, jusqu'à la signature du contrat
- Le référé contractuel, après la signature du contrat
- Le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal judiciaire de Saint-Denis-de-La-Réunion
5 AVENUE ANDRE MALRAUX 97490 St Denis.

Email : accueil.tj-st-denis-de-la-reunion@justice.fr

Tel : 0262402345

<https://www.justice.fr/annuaire/tribunal-judiciaire-saint-denis-reunion>